

# La Polarisation de l'emploi en France, ce qui s'est aggravé depuis la crise de 2008

<http://www.cepremap.fr/publications/la-polarisation-de-lemploi-en-france-ce-qui-sest-aggrave-depuis-la-crise-de-2008/>

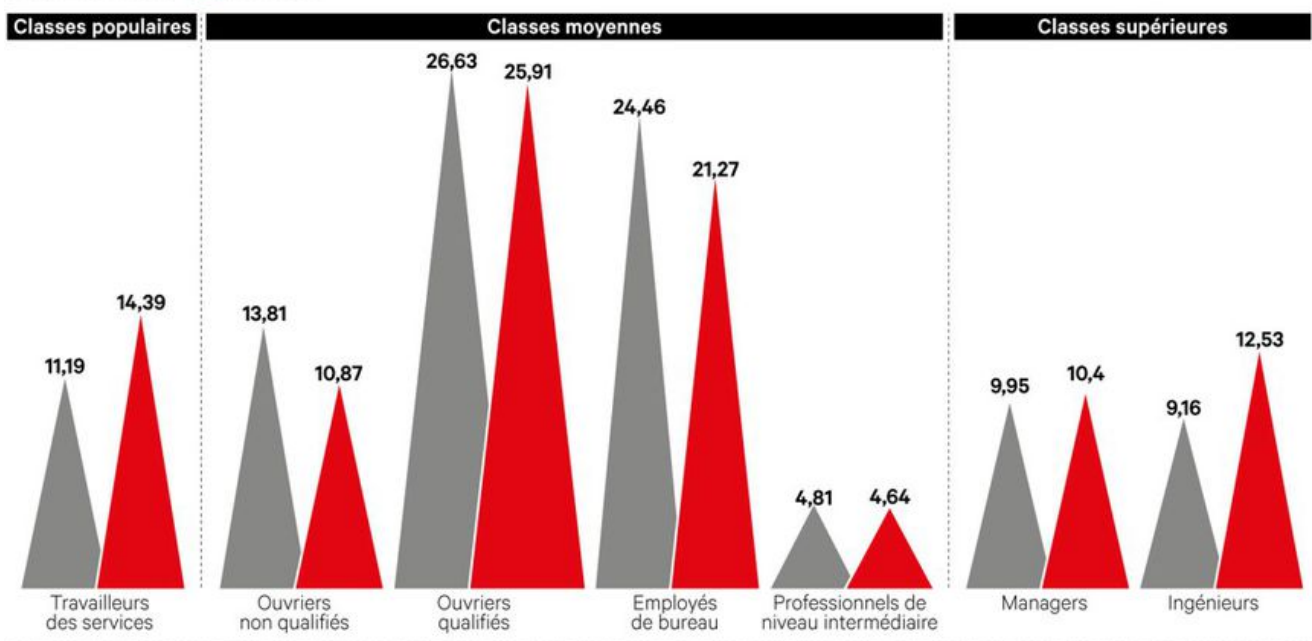
La France a subi un changement structurel rapide au cours des trois dernières décennies. Elle n'est plus seulement spécialisée dans quelques domaines du secteur manufacturier mais s'est tournée vers celui des services : recherche et développement, activités de commerce ou du secteur financier. Le marché du travail, en accroissant la proportion des emplois à bas et haut salaire au détriment des emplois intermédiaires, s'est fortement polarisé – et la crise de 2008 a exacerbé ce phénomène, probablement lié à l'essor des nouvelles technologies et à l'élargissement de la mondialisation.

Vecteur d'inégalités salariales, la polarisation de l'emploi ravive aussi les tensions sociales et les passions politiques. Pour autant, les effets négatifs de ces changements majeurs ne sont pas inévitables. A. Reshef et F. Tubal ouvrent ici des pistes de réflexion originales sur le devenir de l'emploi en France. Et proposent des politiques publiques d'ajustement et de formation qu'il faudrait adopter pour que les gains engendrés par le progrès économique soient mieux répartis.

L'effet sablier - le rétrécissement des classes moyennes - est une réalité. La disparition des emplois intermédiaires s'est accélérée depuis la crise de 2008 et ce phénomène touche particulièrement la France. Dans [un ouvrage publié par le Centre pour la recherche économique et ses applications \(CEPREMAP\)](#), un laboratoire de l'École d'économie de Paris, deux économistes, Ariell Reshef et Farid Toubal, prouvent que la structure de l'emploi en France s'est profondément modifiée ces dernières années.

## La part de l'emploi par catégorie en France

En % ▲ 1994-2007 ▲ 2008-2013



«LES ÉCHOS» / SOURCE : CEPREMAP

## Plus de managers et moins d'employés

Les chercheurs ont étudié la variation des heures travaillées dans plusieurs catégories d'emplois dans l'Hexagone entre 1994 et 2013, en découpant la période en deux, avant et après la crise. Ils montrent ainsi que les emplois de la classe moyenne reculent de plus en plus depuis 2008, tandis que les emplois des classes supérieures et inférieures augmentent.

En clair, la France compte de moins en moins d'employés de bureau et d'ouvriers qualifiés et le phénomène s'est accéléré depuis la faillite de Lehman Brothers. En revanche, il y a de plus en plus d'emplois de management et d'ingénieurs, comprenant aussi les personnes qui possèdent des compétences dans le domaine des sciences et de la technologie.

De même, les livreurs, les salariés de la propreté et plus généralement les emplois non qualifiés dans les services représentent une part de plus en plus importante dans l'emploi total. Bref, « *un choc conjoncturel - la crise - a renforcé le mouvement structurel de polarisation de l'emploi dans l'économie française* », résume Farid Toubal.

## Le progrès technologique responsable

Dans leurs travaux, les deux chercheurs montrent aussi que le progrès technologique est largement responsable de l'effet sablier. « *La technologie exerce un impact omniprésent sur la répartition des emplois, tandis que l'effet direct du commerce international est plus nuancé* », écrivent-ils. Et « *la mondialisation et le progrès technologique ont joué plus fortement en France ces vingt dernières années que dans les autres pays de l'OCDE* », souligne Ariell Reshef.

Pour lui, « *la France est la championne de la polarisation des emplois* ». L'Hexagone a détruit autant d'emplois intermédiaires entre 1994 et 2013 que les Etats-Unis et le Royaume-Uni depuis le début des années quatre-vingt. « *L'une des raisons en est la rigidité relative de la structure des salaires. Lorsque les salaires s'ajustent moins, l'emploi réagit davantage* », estiment les deux auteurs.

[Cet affaiblissement de la classe moyenne](#) est évidemment un facteur d'inquiétude, comme le montrent la révolte des « gilets jaunes » et la montée des populistes lors de la dernière élection présidentielle. D'autant que « *la polarisation de l'emploi contribue fortement aux inégalités de revenus* », plus que l'évolution des salaires pour des postes similaires, estime Farid Toubal.

## Investir dans la formation

Que faire pour empêcher [la disparition programmée des classes moyennes](#) ?

Les chercheurs mettent en avant l'éducation et la formation.

« *Il est important de disposer d'un système de formation professionnelle flexible et réactif, visant à aider les personnes qui perdent leur emploi à acquérir rapidement les compétences nécessaires pour un prochain poste, qui pourra relever d'une profession différente* », concluent-ils.

En espérant qu'une politique de long terme comme celle-ci suffise à contrer un mouvement structurel, qui affaiblit la démocratie à court terme.

Guillaume de Calignon

# Pourquoi et comment sauver les classes moyennes

Pilier des sociétés modernes, les classes moyennes se rabougrissent et se distendent. Les professeurs et les percepteurs ne suffiront pas à les sauver. C'est au coeur de l'entreprise que se jouera leur avenir.

**Jean-Marc Vittori** <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/pourquoi-et-comment-sauver-les-classes-moyennes-1009706>

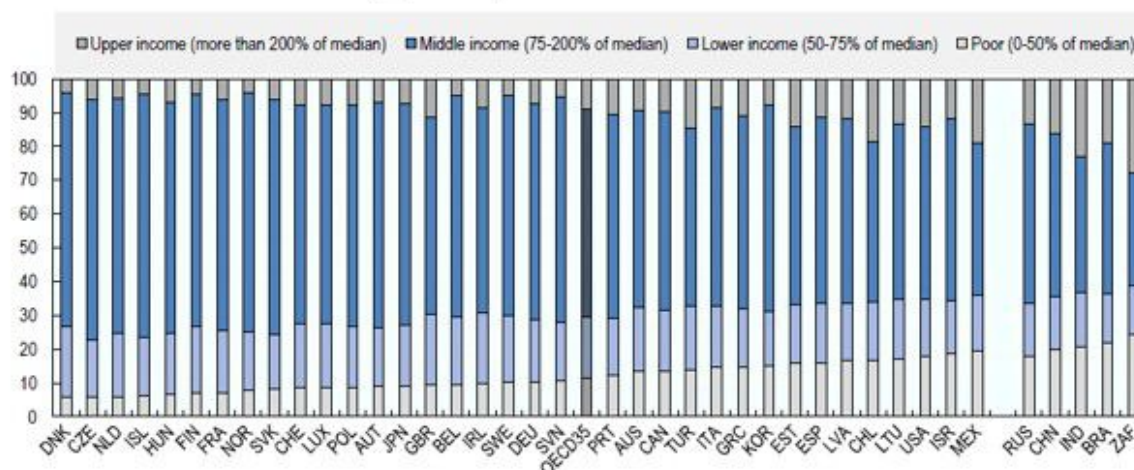
Les classes moyennes fondent comme glace au soleil. Le mouvement est à peine perceptible. Mais comme les photos de glacier, les statistiques révèlent l'ampleur du déclin. L'OCDE, le cercle de réflexion des pays avancés, [vient de le mesurer](#) : « *Chaque décennie, 1 % de la population cesse d'appartenir aux classes moyennes.* » Un tiers des foyers partent vers les hauts revenus, les deux tiers tombent dans les revenus inférieurs.

## Suppression des emplois intermédiaires

Le mouvement peut sembler lent. Selon la définition retenue par l'OCDE (ménages aux revenus compris entre 75 % et 200 % du revenu médian), les classes moyennes forment encore le gros de la population des pays avancés, de 51 % aux Etats-Unis jusqu'à 72 % en Islande. Dans trois pays, dont la France, cette part a même monté (sans doute en raison de la rigidité du marché du travail, elle-même source d'autres problèmes).

The middle-income class forms the bulk of the population in almost all OECD countries

Share of population by income class

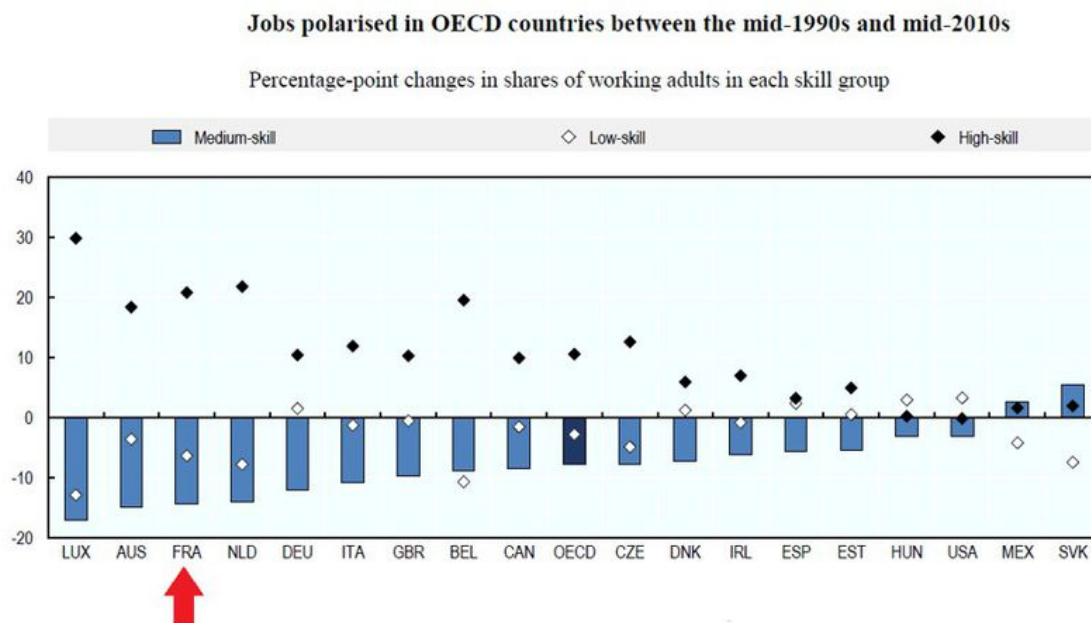


source : OCDE

Mais la lenteur n'est qu'apparente. Car la source de chaleur qui provoque la fonte pourrait encore gagner en intensité : les entreprises suppriment de plus en plus les emplois intermédiaires. Elles cherchent des femmes et des hommes plus qualifiés - et aussi, demain, d'autres femmes et d'autres hommes moins bien formés.

Cette polarisation du marché du travail va bien plus vite que le déclin des classes moyennes. En deux décennies, la part des postes moyennement qualifiés dans l'emploi des pays de l'OCDE a reculé de 8 % tandis que les postes qualifiés ont gagné 11 %. En France, le changement a été encore

plus rapide : les postes moyens ont baissé de 14 points tandis que les postes supérieurs ont gagné 20 points. [Un petit livre à paraître prochainement](#) décortique cette particularité (2).



source : OCDE

Les classes moyennes sont donc en voie d'écartèlement. Des foyers sont aspirés vers le haut, d'autres redoutent la chute. « *Parmi les classes moyennes, un salarié sur six occupe un emploi qui a un risque élevé d'être automatisé* », soulignent les experts de l'OCDE. La flambée des prix de l'immobilier, de la santé et de l'université accroît les tensions. La confiance en l'avenir, qui était l'une des caractéristiques les plus marquantes de la « middle class », disparaît.

## Cohésion sociale

Faut-il agir pour sauver les classes moyennes ? Au nom d'un libéralisme borné, on pourrait affirmer que le jeu du marché réglera le problème si problème il y a. Au nom d'un écologisme intégriste, on pourrait se réjouir de cette mutation qui amènera moins de passagers dans les avions et moins de voitures sur les routes.

Mais il faut élargir le champ. Non seulement « *la croissance est plus forte dans les pays où la classe moyenne est forte* », comme le souligne l'OCDE, mais les classes moyennes jouent aussi un rôle essentiel dans l'exigence d'éducation, la cohésion sociale, la stabilité politique et le fonctionnement des démocraties modernes. Même dans un pays comme la Chine, qui n'est pas précisément une démocratie à l'occidentale, la montée des classes moyennes pousse les autorités à prendre davantage en compte les questions environnementales.

## Renoncer au smartphone ?

Le sauvetage s'annonce toutefois compliqué. Il faut d'abord se mettre d'accord sur l'origine de la fonte. Si le soleil fait fondre le glacier, c'est surtout le réchauffement climatique qui le fait reculer. Il en va de même pour la polarisation des emplois : la mondialisation joue son rôle, mais ce sont surtout les technologies de l'information qui provoquent cette polarisation de l'emploi, en exigeant

des compétences plus grandes sur certains emplois tout en déqualifiant d'autres emplois. Or il sera encore plus difficile de renoncer au smartphone que de fermer les frontières.

### Classes moyennes, un niveau de vie en baisse

Il faut ensuite trouver les leviers d'action. Dans son rapport, l'OCDE insiste sur deux d'entre eux : la fiscalité et la formation. Dans un tel bouleversement, il est évident qu'il faut mieux éduquer les enfants, donner un indispensable socle de compétences à chacun, former les adultes tout au long de la vie. Mais si on s'acharne à vouloir monter l'éducation de tous alors que des myriades d'emplois peu qualifiés seront créés dans la décennie à venir, on risque de déboucher sur une immense frustration aux effets politiques redoutables.

### **Aux entreprises d'agir**

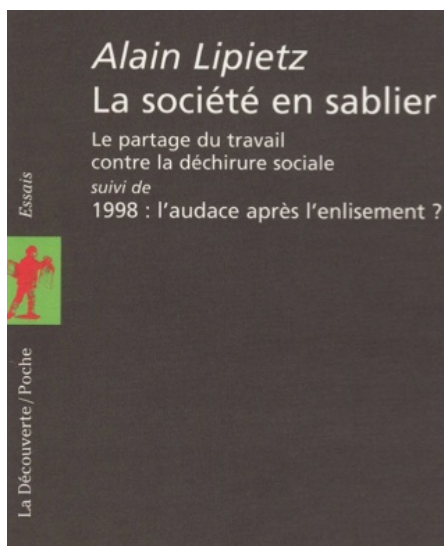
De même, il y a encore beaucoup à faire pour aller vers un système fiscal plus juste, plus efficace, où les plus aisés ne peuvent plus échapper à l'impôt. Les prestations sociales peuvent elles aussi être mieux réparties. Mais sauf à s'engager vers une société globale d'assistanat qui apparaîtrait comme la seule solution, la répartition des revenus sur le marché du travail continuera de jouer un rôle majeur.

Ce sera donc aussi aux entreprises d'agir. Daron Acemoglu, un économiste très influent du Massachusetts Institute of Technology de Boston, l'explique avec son collègue Pascual Restrepo à propos de l'intelligence artificielle (IA). « *La tendance actuelle est de développer l'IA pour aller vers une plus grande automatisation* », [écrivent les deux chercheurs](#) . Pourtant, « *elle peut aussi être utilisée pour restructurer le processus productif de manière à créer des tâches nouvelles, hautement productives pour le travail.* » [A condition que les Etats y poussent les entreprises](#) .

En accroissant la productivité des moins qualifiés, la révolution industrielle avait épanoui les classes moyennes. Pour éviter que la révolution de l'information ne profite qu'aux plus qualifiés, il faudra réinventer toute la production.

(1) « », OCDE.

(2) « », par Ariell Reshef et Farid Toubal, Editions Rue d'Ulm.



[1998a] Livre - *La société en sablier*, suivi de : " 1998 : l'audace après l'enlèvement ? ", rééd. en poche avec nouvelle [postface](#) La Découverte, Paris.

## Préface

Dix-huit mois se sont écoulés depuis la première édition de *La Société en Sablier*. Dix-huit mois au cours desquels l'histoire sociale de la France s'est peut-être à nouveau inversée.

J'avais écrit ce livre au sortir du grand mouvement de grèves de novembre-décembre 1995. Une "bataille d'arrêt" où le dernier bastion du salariat à statut avait crié " Stop. Cette fois c'est trop ". Je voulais analyser le nouveau modèle de développement économique qui se mettait en place inexorablement, cette " société en sablier " qu'ils refusaient. Et je proposais quelques pistes pour recoudre une société déchirée, la piste principale étant le partage du travail. Un an après le mouvement de 1995, la fraction la plus atomisée du salariat, les chauffeurs de poids lourds, partaient à l'offensive pour réduire le temps de travail. Les solutions que je proposais, autour du " partage du travail ", s'en trouvaient validées. Quelques mois encore, et une nouvelle majorité " plurielle ", alliance de la gauche et des Verts, accédait aux responsabilités. Son programme recoupe assez largement les propositions de ce livre.

Oui, entre novembre 1995 et aujourd'hui, quelque chose semble avoir basculé. Le sociologue Alfred Hirshman parle de ces grands cycles de vingt ans de la mobilisation collective, entre solidarité et individualisme. Sans doute avons-nous franchi en 1995 le point bas du repli sur soi et du désespoir. Peu après sortait le beau livre de Viviane Forrester, *L'horreur économique*. Un réquisitoire qui se refusait à toute solution. Son succès fut considérable, il marqua sans doute le coup de pied au fond du lac du nageur qui coule.

Encore fallait-il avoir des raisons d'espérer. Dans le même temps paraissait la traduction française du livre de Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, qui, lui, théorisait l'impossible retour à l'emploi. Dans *La Société en Sablier*, je critiquais déjà durement les analyses de Rifkin, d'après l'édition anglaise. Non, le travail n'est pas en voie de disparition, ce qui disparaît, c'est un type de rapport salarial stabilisé, conquête du milieu de ce siècle ; ce qui se développe, c'est un travail précarisé dans une société inégalitaire, un grand retour à l'Avant-guerre. Mais ce désastre n'a rien d'inéluctable, et j'avance dans ce livre les voies d'une alternative réaliste, d'un réformisme radical.

Aujourd'hui les thèses de Rifkin sont purement et simplement démenties par les faits. Jamais il ne s'est créé autant d'emplois aux états-Unis que depuis la sortie de son livre. Mais ce sont des emplois bien plus médiocres que " ceux d'avant ", et c'est cela le problème. Reste à se convaincre que même cela n'est pas inéluctable. Si 1995 a marqué le point-bas de la désespérance, si 1997 a vu en France revenir l'espoir, nous ne sommes pas remontés très haut. Alors même que les propositions du présent livre, portées pendant des années par des minorités de plus en plus découragées, commencent à connaître un début d'application, la " culture du désespoir " de 1995, celle qu'exprimaient si bien Forrester et Rifkin, est loin de s'être dissipée. " "a ne marchera jamais, puisque le travail disparaît, puisque la mondialisation❖", " ça ne peut pas marcher, puisque le gouvernement Jospin sabotera nos propres propositions ".

Je comprends cette culture du désespoir, trop justifiée par tant de reniements et de défaites depuis les années quatre-vingt. Déjà, Ignacio Ramonet, dans son éditorial du *Monde Diplomatique* de Février 1998, " *La France cassée* ", sonne le glas de l'expérience de la gauche plurielle. L'enlisement serait déjà là, l'audace abandonnée par Lionel Jospin " dès le lendemain de son élection ".

Certes, l'éditorialiste est dans son rôle de Cassandre. Comme le dit un personnage de Shakespeare, dans *Troïlus et Cressida*, " La peur aveugle voit plus loin que la raison raisonnable. Craindre le pire, souvent, c'est prévenir le pire ". Mais, je le dis calmement, lectrices et lecteurs, comme je le répète à chacun de ces débats où je défends et critique le gouvernement de la gauche plurielle, vient un moment où l'excès de défiance face aux obstacles devient lui-même un obstacle, où l'appel à la vigilance se fait discours de démobilisation. Circulez, il n'y a plus rien à faire.

Le psychosociologue Gérard Mendel dénonçait naguère les deux périls qui guettent quiconque entreprend de changer le monde autour de lui : la " peur du père " et le " narcissisme blessé ". La peur du père, c'est la peur du système mondial tout-puissant, qui triomphait encore dans la " culture de 1995 " et dont nous ne sommes pas tout à fait sortis. Mais déjà, après huit mois de réformes, nous guette le narcissisme blessé : " C'est donc seulement pour ça que j'ai lutté si longtemps ? Je ne reconnais pas cet avorton ". Ce sont deux bien grands alliés de l'ordre existant que la peur du Père et le narcissisme blessé. Et pourtant ils sont aussi le produit de notre lucidité, ils sont les frères jumeaux de notre exigence ♦

En décembre dernier, je rencontrai par hasard un ami, grand économiste du tiers monde. " Alors, me demanda-t-il, quand allez-vous quitter ce gouvernement néo-libéral ? - Mais attends un peu ! C'est quand même encore l'extrême gauche des gouvernements du monde ! " Et devant son scepticisme, je l'interrogeais " Alors ? Quel gouvernement est aujourd'hui plus à gauche que le gouvernement Jospin ? ". Il réfléchit longtemps et hasarda : " Mandela ? ". Je souris. Lui aussi. Tristement.

Il faudra apprendre un jour à sourire joyeusement de notre narcissisme blessé. Parce que c'est la condition même pour aller plus loin. à celles et ceux qui préfèrent encore l'analyse précise des obstacles et des avancées pour mieux mesurer ce qui reste à accomplir, ce livre est destiné. Il est ici reproduit tel qu'il fut publié, et j'ai renvoyé dans une postface un premier bilan critique de ce qui est, au moins pour une petite part, sa postérité : l'accord Verts-PS et les huit premiers mois de la " gauche plurielle ".

Après mûre réflexion, j'ai titré cette [postface : Quatre-vingt dix-huit. L'audace après l'enlèvement ?](#) J'espère, dans mon prochain livre, ne pas avoir à répondre non. Mais cela ne dépend ni du gouvernement Jospin, ni de sa ministre Voynet, ni de la poignée de députés Verts. Cela dépend de nous tous.